

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2218>

Une économie de justice et d'émancipation et non pas une économie de la pauvreté

- Regards -

Date de mise en ligne : mardi 21 décembre 2010

Description :

Engagée dans la lutte contre la pauvreté, et c'est son honneur, l'économie sociale et solidaire, assurément, n'est ni une économie de la pauvreté, ni une économie de la condescendance.

Rencontres Sociales

« J'invite le monde de l'économie sociale à répondre à la grande pauvreté en concevant l'économie de la pauvreté. En imaginant, par exemple, des distributions en petites, en très petites quantités pour les personnes en difficulté. Si l'économie sociale ne le fait pas, qui va le faire ? »

Invité des Assises des entreprises coopératives à la fin du mois d'octobre, avec cette déclaration, l'économiste Nicolas Bouzou, qui ne cache pas son adhésion au libéralisme, a jeté un froid dans l'amphithéâtre de la Maison de la Chimie où se déroulait la manifestation.

De toute évidence, le mouvement coopératif n'adhère pas à cette vision de l'économie sociale. Celle-ci, considère-il, n'a pas pour vocation de participer à la survie des plus pauvres, mais bien d'élever le niveau de vie du plus grand nombre.

L'économie de la solidarité

L'intervention ne vaudrait qu'anecdote, si « *Le Monde Economie* », quelques jours plus tard, à l'occasion du lancement du mois de l'économie sociale et solidaire, n'avait publié un dossier titré : « *L'économie sociale, un laboratoire de la lutte contre la pauvreté.* » On est trop averti de la vision déformée de l'économie sociale et solidaire que partage une large partie de l'opinion et des décideurs pour ne pas relever ces dérives. D'autant qu'elles s'inscrivent dans un contexte où la confusion et l'ambiguïté sont maîtresses.

Il est vrai qu'historiquement, l'économie sociale s'est fondée pour répondre à des besoins vitaux que l'économie capitaliste ne satisfaisait pas. Ce fut, et reste, par exemple, le rôle des mutuelles de santé nées pour combattre l'indigence et la misère dans laquelle étaient laissés les ouvriers et leurs familles lors de la révolution industrielle.

Ce fut aussi, le rôle des coopératives de consommateurs ou de logement, mais aussi, des coopératives d'artisans, de commerçants, de marins pêcheurs, confrontés à de graves difficultés et qui trouvèrent une issue dans la coopération. Mais déjà, là, nous étions dans une autre perspective. L'union et la coopération sont ici censées conforter l'activité d'un secteur économique et accroître la richesse de ses membres. Nous ne sommes pas dans l'économie de la pauvreté, même si nous sommes dans celle de la solidarité.

La forte mobilisation observée ces vingt dernières années autour de l'économie solidaire pour prendre en charge la montée de la pauvreté due à l'exclusion d'une partie de la population entraînée par la précarisation et le chômage de masse obéit au même phénomène et aux mêmes principes. Il s'agit bien de construire une alternative sur la solidarité. Ceci dit, aujourd'hui, comme hier, les réussites restent pour l'essentiel collectives.

Les limites du capitalisme du pauvre

On peut s'interroger sur le micro-crédit et l'auto-entrepreneuriat, présentés aujourd'hui, comme l'une des réponses au déclassement dans nos sociétés et à la misère dans les sociétés aux inégalités insupportables.

Peut-on dire, comme le fait Maria Nowak, la présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique que « *le*

micro-crédit a cette qualité rare d'être un instrument de l'égalité des chances qui ne met pas en cause la répartition des richesses présentes, mais permet de mieux les répartir dans le futur. » Que « le micro-crédit donne à chacun le pouvoir de créer son emploi, de réaliser ses rêves et de prendre en main son destin ? Qu'il démocratise le pouvoir économique et crée un vrai contre-pouvoir aux excès du capitalisme. » Le micro-crédit et l'entrepreneuriat social sont ainsi présentés « comme les outils d'un capitalisme à visage humain. »

C'est oublier un peu vite les limites de ce capitalisme du pauvre. Le micro-crédit, l'auto-entrepreneuriat, c'est aussi le micro-revenu, la micro-protection sociale, pour un travail maxi. Certes le micro-crédit améliore la survie avec de petits boulots. Présenté comme une solution par Mohamad Yunus, Prix Nobel de la Paix, ou, par Jacques Attali, président de Planet Finance comme une solution pour à la misère consiste tu il, fondamentalement, une réelle alternative ?

Tempête sur le microcrédit

La tempête qui agite la micro-finance en Inde depuis le mois d'octobre retient d'autant l'attention. Présentée comme une voie de sortie du sous-développement la voilà brutalement placée sous les projecteurs.

Le microcrédit initialement conçu pour financer à des taux raisonnables les projets de populations démunies, est soupçonné de dérives et d'être à l'origine d'une vague de suicides.

L'Etat de l'Andhra Pradesh, qui représente environ un tiers du microcrédit distribué en Inde, a ouvert une enquête sur 56 suicides survenus ces 60 derniers jours. « Des morts qui seraient liées à des taux d'intérêt élevés de micro-prêts et à des techniques de recouvrement agressives mises en oeuvre par des sociétés de microcrédit, » a expliqué R. Subrahmanyam, en charge du développement rural dans cet Etat.

Ces suicides ont conduit il y a deux semaines l'Andhra Pradesh à publier un arrêté rendant obligatoire l'inscription des sociétés de microcrédit auprès de l'administration régionale, et interdisant aux employés chargés du recouvrement des micro-crédances de se rendre au domicile des débiteurs. Il semblerait, que de nombreuses sociétés de microcrédit, ayant trouvé un bon filon, agissent en toute liberté et sans contrôle acculant aux extrêmes des paysans dans la misère. Manifestement, les voies, du microcrédit ne portent pas toutes à l'économie sociale et solidaire.

Salaires en hausse et vie meilleure

A l'autre bout du monde, la coopérative Manduvira, située au Nord Est d'Arroyos y Esteros, la capitale du Paraguay, montre un autre visage de l'économie sociale et solidaire. En l'espace de 10 ans, le nombre de coopérateurs est passé de 190 à 1500. Les coopérateurs ont collectivement opté pour travailler le sucre avec une certification « commerce équitable ». Depuis, les membres de Maduvira assurent être les salariés, dans ce secteur, les mieux payés du pays. Par ailleurs, la coopérative a véritablement transformé la vie d'une bonne partie de la ville.

Ainsi, les frontières de l'économie sociale et solidaire sont aujourd'hui flottantes, si bien que de colloques en séminaires, en France, en Belgique ou ailleurs on n'en finit pas de s'interroger sur leurs contours.

Un phénomène qui n'est pas vraiment pour étonner dans la période actuelle, avec un capitalisme en crise profonde.

Remise en cause de la répartition actuelle des richesses et des fortes inégalités qu'elle provoque, contestation de la manière de travailler sous contrainte financière et forte intensification de l'exploitation, interrogations de la part des citoyens sur la production, la consommation, l'environnement... Bref, le modèle dominant tangué. Il est confronté à la montée d'une alternative idéologique et pratique, qui, pour n'être pas encore dominante, marque des points. Produire, travailler, distribuer, répartir, consommer autrement, oui c'est possible, et ça peut changer la vie.

La RSE, enjeu d'une bataille idéologique

Un champ idéologique sur lequel se livre une bataille que les promoteurs du capitalisme actuel, des grandes entreprises et des multinationales ne peuvent ignorer.

Et les voilà qu'ils sortent la RSE, en vedette depuis quelques années en France et une bonne décennie aux Etats-Unis. Elle est au coeur du World Forum qui se déroule du 24 au 26 novembre à Lille, où il sera question pour les dirigeants d'entreprises de s'engager sur des bonnes pratiques. 3000 à 4000 personnes et une centaine d'intervenants sont annoncés. Des patrons de grands groupes capitalistes, Gérard Mestrallet (PDG de GDF SUEZ), Arnaud Mulliez (Président d'Auchan France), Christophe Bonduelle (PDG de Bonduelle) ou Yves Claude (DG d'Oxylane (Décathlon), mais aussi des responsables d'organisation internationales comme Jean-François Trogrlic, Directeur France de l'Organisation Internationale du Travail ; des syndicalistes, Veronica Nilsson, de la Confédération européenne des syndicats, Patrick Itschert, secrétaire général de la Fédération syndicale du textile de l'habillement et du cuir, des coopérateurs également, Pauline d'Amboise, secrétaire générale du Mouvement des Caisses Desjardins (Canada) ; David Labistour, Pdg de Moutain Equipement Co_op, une coopérative canadienne de 3 millions de membres, Arantza Laskurain, secrétaire générale de la coopérative espagnole Mondragon Corporation de 85 000 salariés comptent parmi les participants..

Sujet de congrès, la RSE intéresse aussi les médias. Dans une émission de France Inter, « Service Public » consacrée à ce sujet, et diffusée le 17 novembre, un syndicaliste d'une grande entreprise chassant sur les terres de la RSE estimait : *« qu'il ne suffisait pas de créer un groupe d'employés, de financer une action solidaire au bout du monde, pour gagner ses galons dans le social, si en même temps, les conditions de travail sont dégradés, les salaires comprimés à la baisse et les emplois précaires multipliés au sein de l'entreprise. »*

La conclusion de l'émission était tirée par une DRH invitée qui expliqua : *« que malgré tout, fondamentalement, la mission de l'entreprise n'est pas de faire du social, mais de faire du profit ».*

Quel dilemme ! Comment faire social quand cela devient une exigence d'époque ? Des attitudes qui portent à l'interrogation. Comment ne pas penser que la responsabilité sociale des entreprises, c'est, un peu, vis-à-vis de l'économie sociale et solidaire comme le Canada Dry vis-à-vis de l'alcool : *« Ça veut passer pour du social, c'est du marketing social... mais ce n'est pas vraiment du social ».*

Avec la coopérative : la démocratie sociale comme moteur

Car l'économie sociale, en tout cas en sa forme coopérative, ne s'arrête pas à la frontière de la « générosité » sociale. La démocratie sociale qui en est le moteur change la donne. Elle transforme la forme du pouvoir dans l'entreprise et c'est bien là l'essentiel.

Une économie de justice et d'émancipation et non pas une économie de la pauvreté

La démocratie d'entreprise, permet une maîtrise collective des richesses, une répartition contrôlée des bénéfices. C'est elle, qui permet aussi, aux salariés, de demeurer maître de leur travail et de résister aux contraintes entraînées par l'intensification du travail. La coopérative est tout à la fois un facteur de lutte contre la pauvreté et un moteur d'émancipation.

Le Relais, créé il y a plus de 20 ans dans, le Pas-de-Calais, s'est donné comme objectif de ramener au travail des personnes jetées à la rue à la suite de fermetures d'usines. En cela, les responsables du Relais luttent contre la pauvreté. Sans formation, exclues, parfois en grande misère, ces personnes sont accueillies dans les ateliers du Relais, non pas pour entrer dans une économie de la pauvreté, mais pour rejoindre le monde du travail. Constituée de 12 Scops, l'entreprise emploie 1600 personnes dont 1350 en France et 250 en Afrique.

La coopérative espagnole Mondragon Corporation, fédération de plus de 150 coopératives, appartient à 95 % de ses 85 000 travailleurs qui sont propriétaires de l'outil industriel. Les salaires des ouvriers y sont 30% plus élevés que ceux des ouvriers des autres usines de la région. Toutes les grandes décisions y sont prises en assemblée générale.

En ce mois de l'économie sociale et solidaire organisé depuis plusieurs années pour informer et sensibiliser les Français sur la nature de ce mouvement, il n'est pas inintéressant de relever le débat qui s'empare des entreprises autour de la responsabilité sociale. L'époque pousse à cette confrontation. En cette période troublée, le brouillage est en hausse autour de l'économie sociale et solidaire, comme l'intérêt pour cette dernière.

Certes, engagée dans la lutte contre la pauvreté, et c'est son honneur, l'économie sociale et solidaire, assurément, n'est ni une économie de la pauvreté, ni une économie de la condescendance, fut-elle à responsabilité sociale limitée, mais bien une économie de la justice et de l'émancipation.

Jean-Paul BIOLLUZ